

Unité départementale du Loiret
03 rue du Carbone
45072 Orléans

Orléans, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA RETROSPECTIVE (CASH AUTO)

Les Stations Route Nationale 7
45210 Fontenay-Sur-Loing

Références : 390/2025
Code AIOT : 0010001194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement LA RETROSPECTIVE (CASH AUTO) implanté RN 7 - Les Stations 45210 Fontenay-sur-Loing. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA RETROSPECTIVE (CASH AUTO)
- RN 7 - Les Stations 45210 Fontenay-sur-Loing
- Code AIOT : 0010001194
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LA RETROSPECTIVE (anciennement CASH AUTO), est un établissement agréé pour la prise en

charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage des Véhicules Hors d'Usage, soumis au régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre de suivi de dépollution des véhicules hors d'usage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Protection de la Ressource en eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Bassin de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des produits dangereux détenus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Registre des produits	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	détenus			
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 Paragraphe III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Plan des locaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Vanne d'isolement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V et 26	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Poteau hydrant	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/12/2020, article 2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Caractéristique des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
13	Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé	Code de l'environnement du 21/05/2025, article 541-10-26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des produits dangereux détenus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Autre, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
[...]

Constats :

Ecart [PdC n°4] relevé lors de la visite du 21 mai 2024, L'exploitant ne justifie pas d'un registre recensant les produits dangereux détenus sur son site, ni d'un plan général de stockage.

Dans son courrier du 30 juillet 2024, l'exploitant a indiqué :

« Votre demande a été prise en compte et nous préparons un registre avec les fiches techniques des produits dangereux détenus. »

Avis de l'inspection au 07 octobre 2024

« L'inspection prend note que le registre, recensant la nature et la quantité des produits dangereux détenus sur le site, est en cours d'élaboration.

Dans l'attente, l'écart est maintenu »

Le 20 mars 2025, dans la lettre de suite n°3, l'exploitant a indiqué :

« Un registre des produits dangereux détenus sur le site a bien été réalisé et est consultable sur le site de l'entreprise. »

Lors de la visite d'inspection,

L'exploitant a présenté la liste des fiches de données de sécurité des produits dangereux détenus sur le site, en format papier et sur support informatique.

Néanmoins, l'inspection a constaté que les quantités ne sont pas précisées.

Postérieurement à la visite, par courriel en date du 3 juin 2025, l'exploitant a transmis un plan de stockage de produits dangereux indiquant leurs emplacements ainsi que la quantité maximale pouvant être présente pour chaque produit.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce document doit être annexé au registre et tenue, à tout moment, à disposition des services d'incendie et de secours.

Ecart [PdC n°4] L'écart relevé lorsde la visite du 21 mai 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Tracabilité des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>Ecart [PdC n°13] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 : L'exploitant ne justifie pas, sur un registre, de la quantité de déchets issus de la dépollution pour chaque véhicule hors d'usage dépollué.</p> <p>Réponse de l'exploitant : <u>Courrier du 30 juillet 2024.</u> <i>« Comme demandé, nous mettons en place un registre pour le suivi de chaque véhicule dépollué »</i></p> <p>Avis de l'inspection au 07 octobre 2024 : <i>« L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant. Néanmoins, l'exploitant n'a pas transmis de justification de la mise en place de ce registre. Dans l'attente de justificatifs de la mise en place de ce registre, l'écart est maintenu. »</i></p> <p>Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024 Comme il a été demandé, nous avons mis en place un registre pour le suivi de chaque véhicule dépollué. {Annexe 6}</p> <p>Le 20 mars 2025, avec la lettre de suite n°3, <i>« Un registre de suivi des déchets issus de la dépollution des véhicules a été mis en place et est consultable sur place. »</i></p>

Le jour de l'inspection,

L'exploitant a présenté un tableau listant les déchets qui ont été retirés des VHU (batterie, pot catalytique, carburants, huile, liquide de refroidissement, pneu, climatisation, airbags et divers). Par sondage, l'inspection a constaté que pour le véhicule immatriculé DM-120-HY, numéro de police 3428, l'exploitant a enregistré le retrait de : 25 litres de carburants ; 6 litres d'huile et 5 litres de liquide de refroidissement.

Néanmoins, l'exploitant ne précise pas la quantité pour certains déchets notamment, les airbags, les pneus, les batteries. En effet, l'exploitant se contente que de la mention « OUI » ou « NON ».

L'inspection a également constaté que la colonne des airbags n'est pas renseignée.

L'exploitant ne répond que partiellement à l'écart [PdC n°13] relevé lors de la visite du 21 mai 2024.

L'écart [PdC n°13] est maintenu et reformulé comme suit :

Le registre enregistrant la quantité de déchets issus de la dépollution pour chaque véhicule hors d'usage dépollué est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Registre des produits détenus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9

Thème(s) : Autre, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024

Prescription contrôlée :

[...]Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de

dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Constats :

Ecart [PdC n°5] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 : L'exploitant ne procède pas à l'identification des produits contenus dans des récipients de réutilisation.

Dans son courrier du 30 juillet 2024, l'exploitant a indiqué :

« nous vous informons que étiquettes ont été bien mises en place sur les bidons et autres contenants de manière lisible. En pièce jointes les photos correspondantes. »

Avis de l'inspection au 07 octobre 2024 :

« Au vu des photos transmises par l'exploitant, l'inspection constate la mise en place d'affichettes devant lesquelles sont disposés différents récipients, sur différentes rétentions (fûts, bidons). Ces affichettes sont néanmoins incomplètes.

En effet, le **nom des produits**, ainsi que les **symboles de dangers**, doivent **figurer sur les récipients** afin de permettre leurs identifications, le suivi en cas d'enlèvement (ou juste en cas de déplacement) et d'éviter tout mélange de produits incompatibles.

L'écart est donc maintenu »

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

Nous vous informons que étiquettes ont été bien mises en place sur les bidons et autres contenants de manière lisible. En pièces jointes les photos correspondantes ANNEXE 1'

Le 20 mars 2025, avec la lettre de suite n°3, l'exploitant a transmis des photos sur lesquelles figurent des récipients sur rétention.

L'exploitant a précisé que « Des affichettes indiquant le nom des produits ainsi que les symboles de dangers ont été mises en place sur les récipients de stockage. »

L'inspection a constaté que des affichettes sont apposées sur les contenants ainsi que sur les murs, matérialisant ainsi leurs emplacements.

Ces affichettes indiquent le nom des produits contenus dans les différents contenants et des mentions de dangers.

Lors de la visite, dans la partie réservée à la dépollution des Véhicules Hors d'Usage, l'inspection a constaté que l'exploitant a bien procédé à l'identification des produits contenus dans les différents contenants ainsi qu'à l'affichage des mentions de dangers.

L'écart [PdC n°5] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 Paragraphe III
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...]</p>
Constats : <p>Ecart [PdC n°16] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 : Les pièces grasses ne sont pas entreposées dans des conteneurs étanches ou dans des emballages étanches.</p> <p>Réponse de l'exploitant : <u>Courrier du 30 juillet 2024.</u> <i>« Comme convenu, nous allons faire une demande d'installation d'un auvent pour le stockage et la mise à l'abri des pièces grasses (moteurs et boîtes de vitesse)</i> <i>Pour le moment, ces pièces sont stockées dans le hangar à l'abri des intempéries »</i></p> <p>Avis de l'inspection au 07 octobre 2024: <i>« L'exploitant doit apporter des éléments justifiant que ces pièces grasses sont à l'abri des intempéries (à titre d'exemple des photos).</i> Dans l'attente des justificatifs, l'écart est maintenu »</p> <p>Réponse de l'exploitant au 20 mars 2025, <i>« Le stockage de pièces grasses se trouve dans l'atelier totalement à l'abri des intempéries. En annexe 4 les photos correspondantes »</i></p> <p>Le jour de la visite, L'inspection n'a pas constaté de stockages de pièces grasses à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant a indiqué que les moteurs sont maintenant stockés à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>L'écart est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Ecart [PdC n°7] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local à destination des services d'intervention incendie et de secours.</p> <p>Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024. Vous trouverez en pièce jointe la copie du Plan des locaux dénommé Plan d'intervention qui est affiché dans l'entrée « bureau d'accueil » ainsi qu'à côté de la sortie de secours.</p> <p>Avis de l'inspection au 07 octobre 2024 : « L'exploitant a transmis un « Plan d'intervention », estampillé MOREAU INCENDIE SA, indiquant certaines zones de dangers.</p> <p>Pour autant, celui-ci est incomplet du fait que la zone de dépollution des VHU n'est pas indiquée sur le plan ainsi que les différents récipients contenant divers produits issus de la dépollution.</p> <p>L'exploitant doit délimiter l'aire occupée par la zone de dépollution (le véhicules en cours de dépollution contiennent des matières dangereuses (carburants, huiles, batteries etc...). Il doit en faire de même pour les récipients recueillants les produits issus de la dépollution. Les sigles de dangers doivent également être rajoutés.</p>

Dans l'attente de ces compléments, l'écart est maintenu. »

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

Vous trouverez en pièce jointe (ANNEXE 2) la copie du Plan des locaux dénommé Plan d'intervention qui est affiché dans l'entrée « Bureau d'Accueil » ainsi qu'à côté de la sortie de secours.

Réponse de l'exploitant au 24 mars 2025,

« Le plan d'évacuation complété des zones de stockage de produits dangereux a été complété : »
l'exploitant a joint un plan indiquant la zone de stockage des liquides issus de la dépollution et à délimité la zone de dépollution. »

Lors de l'inspection du site,

L'inspection a constaté que les pictogrammes de dangers ne figurent pas sur le plan.

L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il doit faire figurer les pictogrammes pour répondre à la prescription.

Postérieurement à la visite, le 03 juin 2025, l'exploitant a transmis un plan précisant la localisation et les dangers des produits détenus sur le site.

L'exploitant a également indiqué les quantités maximums de produits dangereux qui seront stockés sur l'installation.

L'écart [PdC n°7] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2024

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

[...]

Constats :

Ecart [PdC n°11] relevé lors de la visite du 21 mai 2024,
L'exploitant ne justifie pas d'un réseau spécifique pour l'évacuation des eaux pluviales non souillées

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.
« Des investigations sont en cours. »

Avis de l'inspection au 07 octobre 2024:

« Dans l'attente de documents justifiant de l'évacuation des eaux pluviales non souillées vers un réseau spécifique, l'écart est maintenu. »

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

Au moment de la visite d'inspection, le réseau pour l'évacuation des eaux pluviales non souillées n'était pas visible. Nous avons fait des investigations, et nous avons mis en évidence le réseau existant. En pièces jointes {ANNEXE 5} vous trouverez les photos du réseau de collecte des eaux pluviales

Réponse de l'exploitant en date du 24 mars 2025,

« Un réseau d'évacuation des eaux pluviales non souillées vers un réseau spécifique est existant. En annexe N° 3 les photos justificatives. »

Lors de la visite,

L'exploitant a présenté un plan des réseaux de l'installation.

Pour autant, le plan indique des réseaux qui ne sont pas existants.

En effet, le plan indique :

- le réseau pour les hydrocarbures halls et voies de circulation existants ;
- le réseau pour les hydrocarbures halls et plateforme sur RNT à créer ;
- le réseau pour les hydrocarbures arrière du terrain à créer;
- Pluviales et puisards existants ;
- Pluviales et puisards à créer.

De plus, le plan ne permet pas à l'inspection des installations classées de différencier précisément les différents réseaux « existants » et « à créer ».

L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan des réseaux doit être précis et tenu à jour.

Celui-ci doit permettre d'avoir une idée précise des réseaux d'évacuation des rejets aqueux souillés et non souillés pour les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations

classées.

Par conséquent, l'exploitant ne justifie toujours pas d'un réseau spécifique pour l'évacuation des eaux pluviales non souillées.

L'écart [PdC n°11] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V et 26

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2025

Prescription contrôlée :

Art. 25.V

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

[...]

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

[...]

Art. 26

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

[...]

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.

Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.

Constats :

Ecart [PdC n°9] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 :

L'exploitant ne justifie pas de la présence d'une vanne d'isolement sur son site afin d'éviter toute pollution de l'environnement en cas de sinistre.

Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 04 janvier 2025 (point 1a de l'article 1er).

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.

« Un rendez-vous a été pris avec la société ASSYST ENVIRONNEMENT pour vérification et établissement d'un devis concernant cette vanne. »

Avis de l'inspection 07 octobre 2024 :

« L'inspection prend note de la réponse.

Dans l'attente des justificatifs demandés, l'écart est maintenu et le point 1a du projet de mis en demeure est maintenu en l'état »

Réponse de l'exploitant en date du 11 octobre 2024

La Société ASSYST ENVIRONNEMENT est passée début octobre 2024 pour vérification et analyse des travaux à faire. Nous venons de recevoir le devis (ANNEXE 11) que nous étudions actuellement.

Réponse de l'exploitant au 24 mars 2025 :

« Une vanne d'isolement est bien présente à proximité du bassin de rétention - En annexe N° 1 les photos de la vanne et en annexe N°2 le plan de situation de la vanne. »

L'exploitant a annexé à sa réponse des photos d'un regard fermé par une trappe ainsi qu'un plan indiquant l'emplacement de celle-ci.

L'exploitant pourrait utilement délimiter une zone d'interdiction de stockage de vhu sur la trappe d'accès à la vanne afin de pouvoir l'actionner

Lors de la visite,

L'exploitant a indiqué l'emplacement de la vanne d'isolement mais l'inspection n'a pu constater son installation du fait de la présence d'une certaine quantité d'eau dans le puisard.

Postérieurement à la visite, le 03 juin 2025, l'exploitant a transmis 3 photos de la vanne d'isolement après le pompage de l'eau qui la dissimulait.

Compte tenu des photos transmises par l'exploitant, l'écart [PdC n°9] de la visite précédente est levé.

Par conséquent, le point 1a de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2025 est respecté.

Cependant, les photos font apparaître la présence d'une substance d'apparence visqueuse au fond du puisard.

Ce constat fait l'objet du point de contrôle n°8, Ressource en eau, du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Protection de la Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Constats :

Pour répondre à l'écart [PdC n°9] de la visite précédente, l'exploitant a transmis, le 03 juin 2025, 3 photos de la vanne d'isolement après le pompage de l'eau qui la dissimulait.

Bien que l'écart sur la vanne d'isolement ait été levé grâce aux photos transmises par l'exploitant (PdC n°7 du présent rapport), ces dernières font apparaître la présence d'un liquide d'apparence visqueuse au fond du puisard.

Au regard des photos, l'exploitant doit procéder au curage du puisard.

L'exploitant devra justifier du nettoyage du puisard à l'inspection des installations classées.

Ecart [PdC n°8] L'exploitant ne justifie pas du bon traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Poteau hydrant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/04/2025
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]

Constats :

Ecart [PdC n°6] relevé lors de la visite du 21 mai 2024,

L'exploitant ne justifie d'appareils incendie implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 04 janvier 2025 (point 3 de l'article 1er).

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.

« Concernant l'implantation du poteau d'incendie, vous faites référence à l'arrêté ministériel du 26/11/2012

En 2017, lors de la visite d'inspection il nous avait été demandé de vérifier la distance du poteau d'incendie qui doit être à moins de 100 mètres de l'entrée du site.

Nous vous avons transmis en 2017 le plan avec l'implantation du poteau incendie RN7 devant les meubles Grégoire. Le poteau est à 57 mètres de distance de l'entrée du site.

Le poteau d'incendie de réf 15.8, à un débit de 114m³/h. A l'époque le SDIS a indiqué que ce poteau est de nature à assurer la défense contre l'incendie par une lance de 200 mètres permettant d'atteindre le fond du terrain.»

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

« Concernant l'implantation du poteau d'incendie, il est fait référence à l'arrêté ministériel du 26/11/2012.

En 2017, lors de la visite d'inspection il nous avait été demandé de vérifier la distance du poteau d'incendie qui doit être à moins de 100 mètres de l'entrée du site.

Nous avons transmis en 2017 le plan avec l'implantation du poteau incendie RN7 situé devant les Meubles Grégoire. Le poteau est à 57 mètres de distance de l'entrée du site'

Le poteau d'incendie réf 15.8, a un débit de 114 m³/heure. A l'époque, en 2017, le SDIS a indiqué que ce poteau était de nature à assurer la défense contre l'incendie par une lance de 200 mètres permettant d'atteindre le fond du terrain.

Néanmoins, nous étudions les possibilités d'améliorer l'installation en moyens de lutte contre l'incendie. »

Réponse complémentaire de l'exploitant en date du 26 novembre 2024 :

L'exploitant a transmis une copie d'un dossier de réponses aux observations de la DREAL suite à la visite de contrôle du 18 juillet 2017.

Ce document a été transmis à l'inspection afin d'étayer la réponse de l'exploitant en date du 30 juillet 2024.

Avis de l'inspection du 23 janvier 2025

« Dans son rapport du 19 juillet 2017, (suite à la visite de contrôle du 18/07/2017) l'inspection avait

fait une demande en ces termes : « D1 : L'exploitant doit vérifier que le poteau incendie communal situé à proximité de l'entrée respecte les dispositions de l'article 20 de l'AM du 26/11/2012 vis-à-vis de la distance et du débit. »

Dans sa demande, l'inspection a demandé l'exploitant si le poteau incendie respectait les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Par conséquent, si le poteau incendie situé à proximité était : [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

L'exploitant n'a pas donné de suite à la demande de l'inspection pour cette visite du 18/07/2017.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant que l'arrêté ministériel ne fait pas mention que le poteau incendie doit être « [...] à moins de 100 mètres de l'entrée du site » mais se trouvant à moins de 100 m de tout point de la limite de l'installation.

A la date de la réponse, l'exploitant ne justifie toujours pas d'un poteau incendie ou d'une réserve d'eau se trouvant à moins de 100 mètres de tout point de la limite de l'installation.

Aussi, l'écart est maintenu et le point 3 du projet de mise en demeure est maintenu en l'état. »

Le 21 mars 2025, dans la lettre de suite n°3, l'exploitant a indiqué :

« le syndicat des eaux du Puy de Laude a été missionné (devis signé le 28 janvier 2025) pour l'installation d'un poteau incendie de manière à ce que tout point de la limite de l'installation soit à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes/heure pendant au moins deux heures et équipé de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur. Les travaux pour l'installation du poteau hydrant ont débuté le 17 mars 2025. »

Le jour de l'inspection,

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un poteau incendie sur le site, à moins de cent mètres de l'entrée, en limite de propriété.

Un panneau en indique l'emplacement.

L'exploitant a présenté le devis signé le 28 janvier 2025 ainsi que l'avis de paiement édité par la trésorerie municipale de MONTARGIS, en date du 17 avril 2025.

L'exploitant a également présenté à l'inspection un « Avis sur la défense extérieure contre l'incendie » du syndicat d'adduction d'eau du PUY LA LAUDE en date du 15 mai 2025.

Ce document indique que le poteau incendie est de type SAPHIR et d'un diamètre de 100 pouvant délivrer un débit individuel sous 1 bar minimum de 80m³/h.

Le syndicat d'adduction d'eau du PUY LA LAUDE a procédé à sa vérification le 07 mai 2025.

Au regard des éléments ci-dessus, l'écart [PdC n°6] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 est levé. Par conséquent, le point 3 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2025 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2020, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Quantités autorisées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/03/2025

Prescription contrôlée :

Les déchets issus de la dépollution des VHU sont entreposés dans les conditions suivantes :

Désignation	Conditionnement	Quantité entreposée sur le site
huile de vidange	GRV	1000 l
liquide de freins	fût	200 l
liquide de refroidissement	GRV	1000 l
liquide de lave glace et antigel	fût	200 l
filtres (huiles...)	fût	200 l
pneumatiques	Benne	50 m ³
déchets de ferraille	Benne	30 m ³

déchets plastiques	Benne	30 m ³
Batteries	Bac étanche et couvert	1 tonne

Constats :

Ecart [PdC n°14] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 :

L'exploitant ne respecte pas les conditions de stockage et les quantités maximales de déchets présents sur le site.

Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 04 janvier 2025 (point 2b de l'article 1er).

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.

« Nous avons bien pris en compte les limitations concernant le stockage des déchets, et vous prions de trouver ci-joint les Bordereaux de suivi de déchets pour l'enlèvement

- Le 22 mai et le 09 Juillet 2024 des Batteries Usagées
- Le 20 juin 2024 - pompage des huiles usagées
- Le 13 Juin 2024 - l'enlèvement de 300 pneus usagés

Les directives ont été données pour respecter les quantités autorisées de stockage »

Avis de l'inspection au 07 octobre 2024:

« L'exploitant a transmis :

1. Un bordereau de suivi de déchets n°BSD-20240521-0D0ECF06Y (202415100) de la société MARTIN ENVIRONNEMENT, pour 2.772 tonnes de batteries usagées au plomb (3 CT de 600 litres) en date du 22/05/2024 ;
2. Un bordereau de suivi de déchets n° BSD-20240708-H2QXV8T3Z (202420853) de la société MARTIN ENVIRONNEMENT pour l'enlèvement de 1.848 tonnes de batteries usagées au plomb en date (2 CT de 600 litres) du 09/07/2024 ;
3. Un bordereau de suivi de déchets n°BSD-20240619-93W3H74MH (202418768) de la société MARTIN ENVIRONNEMENT pour l'enlèvement de 1.08 tonnes d'huiles entières usagées (1200 litres) en date du 20/06/2024 ;
4. Un bon de collecte, n°19898, de la société GIE France RECYCLAGE PNEUMATIQUES en date du 13/06/2024.

L'inspection prend note des éléments transmis par l'exploitant.

L'inspection constate que les batteries (2.772 tonnes), les huiles usagées (1200 litres) et les pneumatiques ont été enlevés après la visite de contrôle de l'établissement.

Pour autant, l'inspection constate également que, selon le BSD transmis, l'exploitant ne respecte pas de manière récurrente la quantité maximale de batteries fixées par l'arrêté préfectoral précité.

En effet, le BSD-20240708-H2QXV8T3Z en date du 09/07/2024 mentionne une quantité enlevée de batteries usagées au plomb de 1.848 tonnes alors que le site n'est autorisé à détenir qu'une tonne de batteries sur site.

L'exploitant doit revoir la fréquence de ses enlèvements afin de respecter les quantités maximales autorisées par son arrêté préfectoral.

De plus, l'exploitant n'a pas apporté de justificatifs quant à l'installation d'une benne pour le stockage des pneus usagés et du respect des quantités de stockage de pneumatiques autorisées.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart est maintenu et le point 2b du projet de mis en demeure est maintenu en l'état ».

Réponse de l'exploitant en date du 11 octobre 2024

« Nous avons bien pris en compte les limitations concernant le stockage des déchets, et vous prions de

trouver ci-joint les Bordereaux de suivi de déchets pour l'enlèvement

- Le 22 mai et le 09 Juillet 2024 des Batteries Usagées

- Le 20 juin 2024 - pompage des huiles usagées

- Le 13 juin 2024 - l'enlèvement de 300 pneus usagés

Les directives ont été données pour respecter les quantités autorisées de stockage

Le 30 septembre 2024, une nouvelle demande d'enlèvement de pneus (Annexe 7) a été faite ainsi que la demande du pompage de liquide de refroidissement {Annexe 8}. Nous sommes dans l'attente du passage des prestataires chargés du traitement de ces déchets. »

Le 21 mars 2025, dans la lettre de suite n°3, l'exploitant a indiqué :

« Les consignes ont bien été données concernant les limitations de stockage des déchets et les enlèvements sont programmés régulièrement de manière à respecter les limitations. En pièces jointes, la copie des derniers BSD d'enlèvement d'huiles usagées, de liquide de refroidissement et de batteries usagées. Une benne pour le stockage des pneu va prochainement être installée et sera vidée selon la fréquence adaptée. »

Dans son courrier du 21 mars 2025, l'exploitant a transmis les derniers BSD d'enlèvement d'huiles usagées, de liquide de refroidissement et de batteries usagées.

L'inspection a noté que les quantités de déchets évacués sur les bordereaux de déchets sont en deçà des quantités autorisées sur site.

BSD-20250228-N4GZZHTX9 - Batteries usagées au plomb- 0,924 tonnes ;

BSD-20250122-C3PJOG9SD - Huiles entières usagées - 0,9 tonnes ;

BSD-20241022-CD5QKF258 - Liquide de refroidissement - 0,97 tonnes.

L'écart sur ce point est donc levé.

Néanmoins, l'inspection attend l'installation de la benne de pneu afin de lever l'écart.

Lors de l'inspection,

L'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas encore installé la benne destinée à stocker les pneus usagés.

Néanmoins, l'exploitant a présenté un devis de location mensuel (en date 07 janvier 2025) pour une benne avec la société E.R.R.P.

Le document porte une signature et la mention « Bon pour accord et exécution du devis ».

L'exploitant a indiqué qu'il était dans l'attente de la livraison de la benne.

En attendant, l'exploitant enlève régulièrement les pneumatiques usagés.

L'exploitant a présenté deux bons d'enlèvement de la société E.R.R.P. :

- 30 avril 2025 - Bon de collecte n°0821 - 380 pneus ;

- 20 mai 2025 - Bon de collecte n°0844 - 400 pneus.

Postérieurement à la visite, le 20 août 2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection des installations classées, les photos de la benne sur le site, ainsi que le contrat de location avec la SARL E.R.R.P. en date du 24 juin 2025.

Au regard des éléments transmis, l'écart [PdC n°14] est levé.

Par conséquent, le point 2b de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2025 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Caractéristique des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/03/2025

Prescription contrôlée :

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non

dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

Constats :

Ecart [PdC n°15] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 :

L'exploitant ne justifie pas de l'imperméabilité des sols dans les zones où sont stockées les véhicules en attente de dépollution du fait de la présence de lézardes et de détériorations . Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 04 janvier 2025 (point 2a de l'article 1er).

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.

« Nous vous informons que nous programmons dans les semaines à venir une intervention d'étanchéité pour colmater les quelques fissures constatées lors de votre visite d'inspection. »

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

« Nous avons contacté l'entreprise qui a réalisé cette dalle pour faire jouer sa garantie décennale afin qu'elle vienne reprendre les défauts constatés notamment colmater les fissures constatées lors de votre visite d'inspection. »

Avis de l'inspection au 23 janvier 2025 :

L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant mais, à défaut de mesures correctives effectives, l'écart est maintenu et le point 2a du projet de mise en demeure est maintenu en l'état.

Réponse de l'exploitant : courrier du 21 mars 2025

La société URBAT est venue sur place pour constater les fissures et lézardes. Ces fissures sont d'ordres superficielles et ne remettent pas en cause l'imperméabilité du sol. Voir en pièce annexe le courrier URBAT.

L'exploitant a transmis de la société URBAT SA (en date du 04 mars 2025) qui indique que les fissures relevées lors de l'inspection du 21 mai 2024 *« sont d'ordre superficielles et ne mettent pas l'ouvrage en péril »*.

Lors de la visite d'inspection,

L'exploitant a indiqué avoir rebouché des fissures mais que celles-ci réapparaissent dans le temps.

L'exploitant a bien proposé des solutions à l'inspection sans pour autant les avoir mises en place faute de savoir laquelle serait la plus efficace pour répondre à l'écart.

Postérieurement à la visite, dans un mail du 03 juin 2025, l'exploitant a indiqué avoir délimité une zone de dépollution située sur une partie où la dalle ne présente pas de fissure.

L'exploitant a fourni un plan sur lequel figure une zone pour 10 véhicules maximum.

L'exploitant s'engage donc à stationner les véhicules hors d'usage (VHU) en attente de

dépollution sur cette zone imperméable.

Le respect de cette zone de stockage temporaire de VHU pourra faire l'objet d'un contrôle lors de la prochaine visite du site par l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit être vigilant à maintenir la zone de stockage des VHU non dépollués imperméable et procéder à des mesures correctives en cas de besoin.

L'écart au [PdC n°15] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 est levé.

Le point 2a de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2025 est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2025

Prescription contrôlée :

[...]

V. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

[...]

Constats :

Ecart [PdC n°18] relevé lors de la visite du 21 mai 2024 :

L'exploitant ne justifie pas du volume utile et de l'intégrité du bassin de rétention du fait de la

présence d'eau et d'une importante végétation dans ce bassin.

Cet écart fait l'objet d'une mise en demeure de l'autorité préfectorale en date du 04 janvier 2025 (point 1b de l'article 1er - échéance sous 1 mois à notification).

Réponse de l'exploitant : Courrier du 30 juillet 2024.

« Des travaux importants de nettoyage ont été faits pour retirer les herbes et végétaux qui occupaient

le bassin - en pièce jointe le reportage photo du bassin avant l'intervention, pendant les travaux de nettoyage et après le nettoyage. »

Avis de l'inspection au 07 octobre 2024:

Au vu des supports photographiques transmis, l'inspection constate que l'exploitant a enlevé la végétation dans le bassin.

Cependant, l'exploitant n'a pas apporté de justificatif quant à l'intégrité du bassin de rétention.

De plus, un volume d'eau conséquent est encore présent dans le bassin après retrait de la végétation. L'exploitant doit procéder à la vidange du bassin de rétention en réalisant, au préalable des tests sur la qualité de l'eau comme le prescrit l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.

L'exploitant doit garantir le volume de rétention de son bassin en tout temps afin de prévenir toute pollution du milieu naturel en cas de sinistre.

L'écart est maintenu excepté sur la présence de végétation dans le bassin et le point 1b du projet de mis en demeure est maintenu.

Réponse de l'exploitant du 11 octobre 2024

« Point de contrôle N°17 -Bassin de rétention

En 2020, nous avons transmis un plan sur lequel il était indiqué un bassin de rétention de 223 m³ ; Cependant lors de sa réalisation, la capacité de rétention de ce bassin a été portée à minimum 300 m³. En Annexe 10 le détail du calcul du volume du bassin de rétention et il résulte qu'il est supérieur à 300 m³

Point de contrôle N° 18 - Bassin de rétention

Des travaux importants de nettoyage ont été faits pour retirer les herbes et végétaux qui occupaient le bassin - en pièce jointe (ANNEXE 9) le reportage photo du bassin avant l'intervention, pendant les travaux de nettoyage et après le nettoyage [...] »

Complément apporté par l'exploitant en date du 17 décembre 2024 ;

L'exploitant a transmis un tableau de calcul sur le dimensionnement du bassin de rétention du site.

Ce document réalisé par Monsieur PICAMOLÉS Florent, architecte.

Il ressort que la capacité maximale du bassin est de 298,73 m³ et d'une marge de sécurité a été retenue entre le séparateur et le fossé, pour une « contenance absolue » de 300 m³.

Réponse de l'exploitant : Courriel du 17 janvier 2025

L'exploitant a transmis un rapport d'analyse des eaux du bassin de rétention de la société AGROLAB Group, en date du 30 décembre 2024.

Le courrier indique que « [...] ; Notre conseil Assyst Environnement nous indique que les résultats sont favorables et en dessous des seuils à respecter.

En conséquence, je vous demande l'autorisation de faire la vidange du bassin. [...]

Avis de l'inspection 23 janvier 2025:

Concernant les analyses et la demande d'autorisation pour vidanger le bassin de rétention.

Après examen des résultats d'analyses, l'inspection est en accord avec l'avis donné par la société Assyst Environnement.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de prendre la décision de vidanger son bassin de rétention si les résultats d'analyse sont conformes aux seuils de rejets prescrits par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

L'inspection ne peut qu'encourager l'exploitant à consulter un bureau conseil s'il a des doutes sur les mesures à prendre au cours de l'exploitation de son installation.

Pour autant, l'exploitant ne justifie toujours pas du volume utile et de l'intégrité du revêtement du bassin de rétention suite à l'enlèvement de la végétation.

L'écart est maintenu et le point 1b du projet de mise en demeure est maintenu.

Réponse de l'exploitant : courrier du 21 mars 2025

« Une vidange du bassin de rétention est faite régulièrement de manière à garantir le volume utile. Concernant l'intégrité du revêtement du bassin, nous avons mandaté la société GEO BTP qui en raison d'une météo défavorable n'a pas été en mesure de faire les vérifications d'usage. Il est prévu que la société revienne faire les vérifications après plusieurs jours sans pluie. »

L'inspection a pris en compte le document édité par la société GEOBTP. Le prestataire indique être passé sur site le mardi 25 février 2025 afin d'inspecter, visuellement, le bassin de rétention du site.

L'examen du bassin n'a pu être réalisé du fait des conditions météorologiques (forte pluie).

Néanmoins, la société a constaté quelques détériorations en haut du talus sans pour autant remettre ne cause l'étanchéité du bassin.

La société GEOBTP a conseillé d'attendre une période plus favorable pour le contrôle du bassin et de mandater une entreprise d'hydrocurage pour réaliser un nettoyage complet du bassin et bien dégager ainsi toute la geomembrane .

<p>Le jour de l'inspection, L'exploitant n'a pas justifié de l'intégrité du revêtement de son bassin de rétention.</p> <p>L'écart [PdC n°18] est maintenu et le point 1b de l'article 1^{er} de la mis en demeure n'est respecté que partiellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/05/2025, article 541-10-26</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p> <p>II.-En vue de favoriser la réutilisation des pièces détachées issues des véhicules usagés, les producteurs ou leur éco-organisme assurent la reprise sans frais de ces véhicules auprès des particuliers sur leur lieu de détention. Cette reprise est accompagnée d'une prime au retour, si elle permet d'accompagner l'efficacité de la collecte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un contrat avec deux systèmes individuels agréés : - STELLANTIS, contrat signé le 29 mars 2025 ; - WOLKSWAGEN, contrat signé le 30 avril 2025.</p> <p>Pas d'écart relevé</p>

Type de suites proposées : Sans suite
